



# Dépenses militaires du Tchad dans la guerre contre le terrorisme en Afrique centrale et au Sahel : entre puissance militaire régionale et crise de sécurité humaine

Rahis Israel Manamon\*

## Résumé

Le Tchad est aujourd'hui un acteur majeur contre le terrorisme en Afrique. Ses troupes militaires ont été engagées au Cameroun, au Nigeria, au Niger et au Mali. Les déploiements militaires se sont accompagnés par des dépenses militaires importantes, ce qui vaut au Tchad un statut de puissance militaire régionale en Afrique. Cet article analyse l'impact des dépenses militaires du Tchad dans sa lutte contre le terrorisme en Afrique centrale et au Sahel. S'appuyant sur des données des institutions internationales de développement (BM, FMI, PNUD) et des institutions internationales militaires (Aviations militaires), il fait ressortir que l'augmentation des dépenses militaires de l'État tchadien dans la lutte contre le terrorisme en Afrique centrale et au Sahel a engendré une instabilité socioéconomique au Tchad parce que l'État avait des difficultés à assumer certaines de ces fonctions.

**Mots-clés :** dépenses militaires, militaires, guerre, terrorisme, puissance, crise, sécurité humaine

## Abstract

Chad today is a significant player against terrorism in Africa. Its military troops have been engaged in Cameroon, Nigeria, Niger, and Mali, accompanied by significant military expenditure, giving Chad the status of regional military power in Africa. This article analyzes the impact of Chad's military expenditures in its fight against terrorism in Central Africa and the Sahel. Based on data from international development institutions (WB, IMF, UNDP) and international military institutions (military aviation), it highlights the increase in military spending by the Chadian State in the

---

\* Doctorant, Université panafricaine, Yaoundé 2, Cameroon.  
Email : israelmanamon@gmail.com

fight against terrorism in Central Africa and in the Sahel and how this has engendered socio-economic instability in Chad because the State has difficulties in assuming some of its functions.

**Keywords:** Military expenditure, military, war, terrorism, power, crisis, human security

## **Introduction**

L'insécurité, la guerre et l'émergence de nouveaux défis de la sécurité jouent un rôle considérable dans la hausse des dépenses militaires en Afrique. Cela fait bientôt cinq ans que le Tchad est apparu comme un partenaire africain important dans la lutte contre les groupes terroristes armés (AQMI, MUJAO, Ansar Dine, Boko Haram, etc.) en Afrique centrale et au Sahel. Pour ce faire, le Tchad a réalisé d'importants investissements financiers pour moderniser son appareil militaire et jouer ce rôle au Mali, au Niger, au Cameroun et au Nigeria. Ainsi, les dépenses militaires (opérations militaires, salaires, achats d'équipements militaires, entretiens des armes, formations et services de renseignements, etc.) ont connu une augmentation exponentielle. Selon la Banque mondiale, les dépenses militaires rapportées au PIB du Tchad étaient de 3 pour cent, 4 pour cent, 5 pour cent et 7 pour cent respectivement dans les années 2006, 2007, 2008 et 2009 ; contrairement à des pays comme le Cameroun, le Mali, et le Burkina Faso dont les dépenses militaires rapportées au PIB de chaque État ont stagné à 1 pour cent en moyenne sur la même période. Pour Maoudonodji Gilbert (2006:39), « le Tchad utilise 50 pour cent de sa rente pétrolière dans l'armement militaire ». Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Tchad est classé parmi les dix pays les plus pauvres de la planète en termes de développement humain. Sur la base du niveau d'Indice de développement humain (IDH) très faible (0.340) du Tchad, le rapport mondial sur le développement humain de 2013 le classe à la 184<sup>e</sup> place sur 187 pays. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance du PIB était de 5,7 pour cent en 2013 et de 6,9 pour cent en 2014. De ce fait, on est en droit de s'interroger sur le revers de la médaille créé par les dépenses militaires du Tchad dans la guerre contre le terrorisme. Ces dépenses proviennent essentiellement des ressources nationales du Trésor public. Si l'ampleur de l'engagement du Tchad dans des théâtres d'opérations militaires contre le terrorisme hors de ses frontières est nouvelle, elle n'a pas été sans faire couler d'encre. Ainsi, selon Michel Luntumbue et Simon Mossock (2014), en projetant une puissance militaire transfrontalière, le Tchad semble se positionner en leader dans le système de régulation de la sécurité en Afrique. Pour sa part, Géraud Magrin (2013) a montré les ressorts de l'intervention tchadienne au Mali. Ainsi, le présent

article a pour ambition de montrer que les dépenses militaires du Tchad pour bâtir une armée aguerrie contre le terrorisme ont montré aujourd'hui leurs limites dans la vie des populations tchadiennes.

Les objectifs de cet article consistent, d'une part, à rechercher les facteurs explicatifs de la performance de l'Armée nationale tchadienne (ANT) dans la guerre contre le terrorisme au Sahel, et, d'autre part, à montrer le lien entre la recherche de l'hégémonie militaire et la crise sociale au Tchad. Nous avons eu recours à l'exploitation des bases de données des institutions internationales comme la Banque mondiale, le FMI, le PNUD et des institutions militaires telles qu'Aviations militaires. L'exploitation des travaux scientifiques a été également d'un grand apport. Le présent article est structuré autour de deux grandes parties. La première partie permet d'appréhender les déterminants stratégiques de l'État tchadien dans sa quête d'une armée hégémonique adaptée à la guerre contre le terrorisme. La deuxième partie consiste à montrer que la recherche de l'hégémonie militaire a compromis la capacité de l'État tchadien à faire face aux problèmes de développement humain dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

## **Déterminants stratégiques des interventions du Tchad dans la guerre contre le terrorisme**

### *La hausse des dépenses militaires de l'armée*

Depuis bientôt cinq ans, le Tchad a multiplié les interventions militaires contre le terrorisme. En 2013, au nom de la paix et de la stabilité dans son voisinage et à ses frontières, près de 2 000 soldats tchadiens contribuent à la reconquête des territoires du nord Mali. Placé sous le commandement du général Oumar Bikomo, ce contingent formé de troupes d'élite tchadiennes combattu directement dans l'Adrar des Ifoghas avant de prendre en charge la sécurisation de l'extrême nord du Mali. Deux ans plus tard, plus de 2 000 soldats tchadiens entrent au Cameroun pour faire la guerre à Boko Haram, suivis par l'envoi d'un autre contingent dans le sud-est du Niger et des opérations militaires sur le territoire nigérian.

Du fait de son engagement militaire, le Tchad est devenu un partenaire incontournable pour ses voisins et les grandes puissances occidentales, et les États africains. « Dans la région, il n'y a que le Tchad qui ait une armée capable de se confronter à Boko Haram », soulignait le ministre nigérian des Affaires étrangères, Mohammed Bazoum, après l'annonce de l'entrée de l'armée tchadienne au Cameroun.

En effet, dans le nord du Cameroun et le sud du Niger, plus de 5 000 soldats tchadiens ont été engagés contre Boko Haram. L'armée tchadienne a

été modernisée. Le Tchad utilise plus de 50 pour cent de sa rente pétrolière en achat d'armes (Grilhot 2013), avec un budget estimé à 274 milliards de francs CFA (417 millions d'euros) atteignant 7,1 pour cent du PIB : « Les dépenses militaires du Tchad sont passées de 35,398 milliards de FCFA en 2004 à 275,717 milliards en 2008, soit une augmentation de 240,319 milliards de FCFA en l'espace de 4 ans. Entre 2007 et 2008, les dépenses militaires ont progressé de 32 pour cent » (Behalal & Margerit 2012:24). Selon le document de la stratégie de réduction de la pauvreté au Tchad, en 2008 « le cumul des fonds alloués aux achats d'armes se monte à 438 millions de dollars », soit environ 208 milliards de FCFA (Behalal & Margerit 2012:25) :

Bien plus, du fait de ses équipements ou de ses effectifs, l'armée tchadienne est encadrée par des officiers en général issus du rang et combattant devant leurs hommes ; elle dispose d'une solide expérience du combat acquise au gré des opérations contre la Libye et lors des rébellions et des déploiements extérieurs, et d'une relative homogénéité ethnique [...] La Direction générale de service de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE), « l'ancienne garde présidentielle, regroupe près de 14 000 soldats très bien équipés. Au titre de l'année 2014 par exemple, la DGSSIE a bénéficié d'un budget de plus de 42 milliards de CFA (64 millions d'euros), alors que celui de l'armée de terre était de 9 milliards (moins de 14 millions d'euros) » (Tisseron 2015:7).

Quant à la replacer dans l'histoire du Tchad, comme l'écrit Antonin Tisseron,

Cette exportation de la puissance militaire est indissociable de la place occupée dans le pays par le « métier des armes ». En dépit d'une démocratisation formelle dans le contexte des années 1990, les armes demeurent en effet le fondement du pouvoir des dirigeants dont la pérennité réside dans leur capacité à organiser et à canaliser une scène politico-militaire instable. Or « la participation de Tchadiens aux conflits de la sous-région participe de cette logique » (Magrin 2013). Que cela soit hier en Libye, en République démocratique du Congo, en RCA ou au Darfour, aujourd'hui au Mali, au Cameroun et au Niger, l'exportation de combattants, « mobilisés selon des registres variés, constitue une des formes d'insertion du Tchad » (Magrin 2013) dans son environnement. [...] Et avec son armée et sa puissance militaire, le Tchad est apparu en France comme l'un des États pivots de la sous-région, perception nourrie par la force des relations entre les deux pays dans le domaine militaire depuis l'indépendance, l'image des combattants tchadiens, et les limites opérationnelles des forces armées des autres pays. D'ailleurs, avant même le déclenchement de l'opération Serval et alors que la situation au Mali se détériorait, les militaires français plaidaient pour recevoir l'appui des troupes tchadiennes, considérées comme les seules suffisamment nombreuses, équipées et entraînées au combat en terrain désertique. Ensuite, le Tchad a bénéficié de l'absence de réel concurrent en Afrique (Tisseron 2015:4-5).

**Tableau 1** : Composition de l'armée de l'aire tchadienne

AVIONS DE COMBAT	
Mikoyan-Gourevitch MiG-29 Izdelye 9.13 (OTAN : Fulcrum-C)	Un exemplaire (2014)
AVIONS D'ASSAUT	
Sukhoï Su-25 T-8 (OTAN : Ram J/ Frogfoot-A)	8 exemplaires (7 en service 2008)
Sukhoï Su-25UB T-8UB (OTAN : Frogfoot-B)	2 exemplaires depuis 2008
AVIONS D'ENTRAÎNEMENT DE BASE	
Pilatus PC-7	3 exemplaires (1 en service) depuis 1985
Pilatus PC-9	1 exemplaire depuis août 2006
AVIONS DE TRANSPORT	
Alenia C-27J Spartan	2 exemplaires
Antonov An-12BP (OTAN : Cub)	1 exemplaire
Antonov An-26 (OTAN : Curl-A)	4 exemplaires (1 en service)
Lockheed C-130 Hercules	7 exemplaires ; 5 C-130A et 1 C-130H
Lockheed C-130H-30	1 exemplaire
AVIONS DE LIAISON	
Grumman Gulfstream II	1 exemplaire ; transport VIP
AVIONS DE LIGNE	
ATR 42-300	1 exemplaire ; transport VIP
Boeing 737-700	1 exemplaire ; transport présidentiel
Douglas MD-87	1 exemplaire ; transport VIP
Embraer EMB-120ER	1 exemplaire ; transport VIP
HÉLICOPTÈRES	
Aérospatiale AS550 C2	6 exemplaires (3 en service)
Mil Mi-8MTV-1	2 exemplaires
Mil Mi-17-1V	2 exemplaires
Mil Mi-171	2 exemplaires
Mil Mi-171E	2 exemplaires
Mil Mi-24V (OTAN : Hind-E)	2 exemplaires (plus en service)
Mil Mi-35	4 exemplaires (3 en service)
Sud-Aviation SA 316 Alouette III	2 exemplaires (un seul en service)

Source : Aviations militaires.net 2010-2017

Le tableau ci-dessus nous montre que le Tchad a dynamisé son armée de l'air par l'achat de différents types d'avions de guerre, ce qui lui permet de lancer des attaques aériennes décisives contre le terrorisme.

### **Composition de l'armée de terre tchadienne**

Les éléments qui entrent dans la composition des véhicules militaires sont les chars moyens, les véhicules de combat d'infanterie, de transport de troupes, de reconnaissance armée : EE-9 Cascavel véhicule blindé de reconnaissance, Toyota Land Cruiser, Land Rover Defender, Carat Security Group Black Scorpion.

L'armée de terre est essentiellement équipée de trois types de véhicules : des chars de combat (selon le site Internet Army recognition, le Tchad posséderait 60 chars T-5524), des véhicules blindés de combat de différentes tailles, capacités de transport et d'armement, des Pick-up équipés de canons et de mortiers.

### **L'impact des dépenses militaires de lutte contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne sur le développement au Tchad**

#### ***Dépenses militaires élevées des opérations contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne pour le Tchad***

Le 15 avril 2013, le gouvernement du Tchad répondait aux questions des députés à l'Assemblée nationale sur le déploiement des FATIM ; le Premier ministre a évoqué le coût financier de l'intervention qui pèse sur le budget national. De manière générale, écrit Antonin Tisseron :

Il est difficile de connaître le coût exact des opérations contre le terrorisme, même si l'évolution du budget de la Défense permet d'apporter quelques précisions. Après une très forte augmentation en 2013, liée à la guerre au Mali, le ministre de la Défense nationale a vu sa dotation diminuer en 2014, passant de 282 à 98 milliards de CFA en raison notamment de la création de la MINUSMA qui a permis la prise en charge du contingent tchadien par le budget des Nations unies. Quant au budget de l'année 2015, il consacrait 100 milliards de CFA à la Défense [...] En effet, les interventions militaires coûtent cher. « *On est obligé d'affecter des ressources là-dessus* », expliquait le ministre des Finances de l'État tchadien en 2016. (Tisseron 2015:2-13)

La lutte contre le terrorisme et la baisse des ressources pétrolières de l'État ont créé une « situation difficile » et renforcé le mécontentement populaire. Le Tchad a montré financièrement ses limites dans la gestion des affaires de la cité. Les fonctionnaires de l'État et les étudiants ont été constamment en grève par manque de salaire et de bourses. La création des collectifs

« Trop c'est trop » et « *ihna* » qui signifie *on est fatigué* sont l'expression du mécontentement généralisé. Il y a un sentiment de ras-le-bol au sein de la population. Chaque étincelle déclenche toujours des manifestations contre l'État. En novembre 2016, les forces de l'ordre n'ont maîtrisé la situation qu'en tirant des balles réelles, faisant des dégâts humains et matériels considérables.

### ***L'impact négatif des dépenses militaires sur le développement au Tchad : crise sociale et affaiblissement des secteurs de la santé et de l'éducation***

De par les dépenses militaires consacrées à la lutte contre le terrorisme, le Tchad utilise la plus grande partie de son budget pour l'armement au détriment des besoins de développement qui s'imposent avec acuité sur l'ensemble de son territoire. Ainsi, « l'argent du pétrole arme, mais ne développe pas. Une grande partie des ressources est affectée à l'effort de guerre et au rééquipement de l'armée nationale » (Behahal & Margerit 2012:47). En effet, selon les différents rapports d'exécution du budget de l'État, les dépenses militaires annuelles ont été exponentielles. Les ressources pétrolières, qui devaient servir à la lutte contre la pauvreté, ont été utilisées à des fins militaires.

En 2008, le Tchad a ainsi consacré 7,1 pour cent de PIB à l'achat d'armement, ce qui place par exemple le pays devant la France (2,5 %), les États-Unis (4,3 %) ou le Brésil (1,5 %). En 2010, avec un budget de 108,621 milliards de FCFA, le ministère de la Défense est le deuxième département à avoir la plus grosse enveloppe budgétaire après le ministère des Infrastructures. Le budget du ministère de l'Éducation nationale était de 78,978 milliards de FCFA et celui de la Santé publique était de 56,658 milliards de FCFA.

Aujourd'hui, le pays traverse une crise multisectorielle. Pour parer au déficit public, le gouvernement a décidé d'opérer des coupes budgétaires dans tous les secteurs. Dans ce sens, 16 mesures d'austérité ont été adoptées par les autorités tchadiennes en 2016, provoquant une crise sociale sans précédent qui tend à s'installer durablement.

Sur le plan de l'éducation nationale : Compte tenu de ses interventions militaires excessives et très coûteuses, l'État tchadien a montré une incapacité à assumer ses responsabilités dans le domaine de l'éducation. En 2016, l'éducation nationale a observé plusieurs mois de grève pour protester contre des salaires impayés, la suppression des primes des enseignants et des bourses des étudiants. Les écoles primaires, collèges, lycées et universités sont secoués constamment par des mouvements de protestation et des grèves sèches de longues durées.

La situation de l'éducation au Tchad connaît d'énormes difficultés. Maoundoé Décladore, porte-parole du collectif de la société civile « Ça doit changer », décrit un pays au bord de l'implosion sociale :

Aujourd'hui, nous avons 3 millions d'enfants tchadiens qui sont privés d'éducation, c'est très grave. Pour les étudiants et dans la même académie, l'année 2015-2016 n'est pas encore achevée dans nos universités. Et pour 2016-2017, les cours n'ont pas encore démarré. Aujourd'hui, avec tous ces arriérés de salaires, les professeurs sont incapables de payer leurs loyers, ce qui crée des tensions. Aujourd'hui, tout le monde a envie de reprendre le chemin de l'école, les élèves comme les enseignants, mais à condition que le gouvernement paie les arriérés de salaires.<sup>1</sup>

Sur le plan de la santé : Le secteur de la santé au Tchad a aussi souffert de l'augmentation des dépenses militaires de l'État tchadien dans la lutte contre le terrorisme. Au cours de l'année 2016-2017, des grèves ont été observées dans les principaux hôpitaux du pays. L'incapacité de l'État à répondre aux besoins du personnel sanitaire a amené ce dernier à fermer les portes des hôpitaux, paralysant ainsi le secteur de la santé, abandonnant les patients à leur triste sort. On a enregistré plusieurs cas de décès de patients par manque d'assistance médicale. Maoudonodji résume la situation du Tchad :

La crise sociale que traverse actuellement le Tchad affecte particulièrement le secteur de l'Éducation et de la santé. Les hôpitaux sont vidés du personnel soignant, les malades restent seuls et finissent par mourir par manque de soins. [...] Évidemment, la justice est paralysée. Les commerçants ne travaillent plus, il faudrait que les fonctionnaires soient payés et ainsi puissent retourner chez leurs commerçants. La conséquence de cette grève est sur tous les fronts et elle paralyse tout le pays. Tout cela à cause du non-paiement des salaires et, dans un deuxième temps, à cause des mesures d'austérité qui ont été prises sans tenir compte des partenaires sociaux<sup>2</sup>.

#### **Quand un hélicoptère pèse quatre hôpitaux**

Le journal tchadien N'Djamena bi-hebdo a cherché à mesurer concrètement l'impact des dépenses militaires sur le développement. Résultats : avec la somme investie dans un hélicoptère russe Mi-24 dont le gouvernement a acquis deux exemplaires, quatre grands hôpitaux régionaux auraient pu être construits. Renoncer à l'achat d'un Mi-8 – il y en aurait 5 – aurait pu aider le Tchad à construire 23 écoles à cycle complet. « Au regard de ces dépenses militaires folles, la volonté des autorités de lutter contre la pauvreté est molle. Si on tient compte de l'analyse de la situation de la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP), le Tchad reste l'un des pays les plus pauvres de la terre, classé au 171<sup>e</sup> rang sur 177 de l'indicateur du développement humain (IDH) ». La pauvreté touche 55 pour cent de la population globale et jusqu'à 87 pour cent en milieu rural.



Analyse : l'argent d'un hélicoptère permet de construire quatre hôpitaux. En achetant 5 hélicoptères russes, l'État tchadien aurait pu construire 23 écoles à cycle complet au titre de l'année 2016.

## Conclusion

Les interventions militaires du Tchad dans la guerre contre le terrorisme en Afrique se sont faites dans le contexte d'une augmentation des dépenses militaires. Le présent article a eu pour modeste ambition de contribuer à montrer que les dépenses militaires du Tchad sur fond de budget national dans la guerre contre le terrorisme ont montré d'importantes limites sur le plan du développement humain par une dégradation de la situation dans des secteurs vitaux, notamment ceux de l'éducation et de la santé de la population tchadienne. Pour y parvenir, notre démarche a consisté à avoir recours à des travaux des institutions internationales spécialisées dans le développement, mais aussi à des institutions spécialisées dans les questions stratégiques. Ainsi, l'ambition d'une hégémonie militaire du Tchad pour assurer la paix et la sécurité au niveau régional a montré ses propres limites par l'émergence de sources de conflits et de crises sociales au niveau national, s'exprimant dans des révoltes, des journées « ville morte », des grèves de longue durée et la faiblesse de l'indice du développement humain du pays. Aujourd'hui, l'État tchadien se trouve fragilisé politiquement, économiquement et socialement au niveau national. Ainsi, la faiblesse de la gouvernance sécuritaire au Tchad peut aussi traduire l'incapacité de bon nombre d'États africains à assurer une sécurité adéquate de leurs populations.

## Notes

1. Maoudonodji Decladore, porte-parole de la société civile « Ça doit changer » sur FRI, 19 décembre 2016.
2. *Ibid.*

## Références

- Behalal, Z. & et S. Margerit, 2012, *Le développement piégé. Les transferts d'armes et le développement au Tchad (2005 -2010)*, CCFD-Terre Solidaire.
- Debos, M., 2013, *Le métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.
- Grilhot G., 2013, « Les forces tchadiennes au Mali : mythe et réalités », RFI, 21 janvier, <http://www.rfi.fr/afrique/20130119-forces-tchadiennes-mali-mythes-realites-armee-militaire>
- ICG (International Crisis Group), 2009, « Tchad : sortir du piège pétrolier », *briefing* Afrique de Crisis Group n° 65, 26 août 2009.

- Luntumbue, M. & S. Mossock, 2014, « Afrique centrale : risques et envers de la pax tchadiana », Note d'analyse du GRIP, 27 février 2014, Bruxelles.
- Magrin, G., 2013, « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013) », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 3 juillet 2013.
- Maoundonodji, G., 2009, Les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad, thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Université catholique de Louvain, janvier.
- Tisseron, A., 2015, « Tchad : Émergence d'une puissance régionale ? », *Note d'actualité 34*, Institut Thomas More, juillet 2015.